COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 8 FEVRIER 2010

Etaient Présents:

M. Michel RAOULT, maire, M. Claude LE TREOU. M. Jean Yves DANNIC, M. Claude LE HENAFF, Mme Michelle CESARE adjoints, Mme Jeanne ROLLAND, M. André LE THOMAS, M. Alain LE FLOCH, Mme Colette LE ROUX, M. Yann LE CALLENNEC, M. Anthony MASSET, M. Pascal RIOU, M. Philippe MICHEL, Mme Anne BERTHELEME M. Jean Yves TOULLELAN, M. Christian HERVE, M. Jean François ROUDAUT.

M. Michel LE GUEN, secrétaire général.

Absents : M. Arnaud THOMAS, Mme Prescillia OLLIVIER.

Procurations :

Secrétaire : M. Anthony MASSET

Ordre du Jour :

0/ Adoption du procès verbal du 14 décembre 2009.

1/ Participation aux frais de fonctionnement des écoles publiques de Paimpol.

2/ Cotisation AARMSHMTG 2010.

3/ Travaux de voirie 2010.

A/ Eparage

B/ Curage.

4/ ATESAT.

5/ Assainissement à Penhoat.

6/ La Poste.

7/Vente d'une portion du chemin rural dit « Chemin de l'Etang de Canon ».

0 – Adoption du procès verbal du Conseil Municipal du 14 décembre 2009

Le procès-verbal du conseil municipal du 14 décembre 2009 est adopté à l'unanimité.

1 – Participation aux frais de fonctionnement des écoles publiques de Paimpol

Le maire donne lecture des tarifs appliqués par la commune de Paimpol pour la scolarisation des élèves extra-muros pendant l'année scolaire 2009-2010, à savoir :

- 1.100 € pour un élève de maternelle,
- 440 € pour un élève de primaire,
- 440 € pour un élève de maternelle bilingue.

La commune de Plourivo ayant 5 enfants scolarisés en bilingue à Kérity et un enfant scolarisé en CLIS à Gabriel Le Bras, la participation demandée est de 440,00 € x 6 élèves soit 2.640,00 €.

Du fait de l'absence de l'enseignement bi-lingue et de classe CLIS dans les écoles de Plourivo, le conseil municipal, à l'unanimité, accepte de participer aux frais de fonctionnement des enfants de Plourivo, scolarisés dans ces classes à Paimpol, soit pour l'année scolaire 2009-2010, une participation d'un montant de 440,00 € x 6 élèves = 2.640,00 €.

2 - Cotisation 2010 à l'ESAT

La commune de Plourivo, adhérente à l'Association d'Aide à la Réinsertion Médico Sociale des Handicapés Mentaux dans le Trégor Goëlo, chargée de la gestion de l'ESAT de Plourivo, doit acquitter, pour l'année 2010, une cotisation de 25 €.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité décide de verser la cotisation de 25 €, pour l'année 2010.

3 – Travaux de voirie 2010

A – Eparage

Une consultation a été lancée pour les travaux d'éparage des talus bordant les voies communales et les chemins d'exploitation, au cours du mois de juillet 2010. Ces travaux seront réalisés de concert avec les services techniques communaux, chargés du nettoyage des banquettes.

Nous avons reçu les offres suivantes :

Entreprises	Eparage TTC	Travaux supplémentaires
Le Calvez -Lanleff	8.192,00 €	45 € HT /heure
Le Goff- Quemper Guézennec	10.524,80 €	43 € HT /heure
Collet Erwan	N'a pas répondu	

Suivant l'avis de la commission des travaux et après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, retient l'offre de l'entreprise Le Calvez de Lanleff.

B – Curage et arasement

Une consultation a été lancée pour, au cours de l'année 2010, l'exécution de travaux de 20 km maximum de curage de fossés et de 20 km maximum d'arasement de bas-côtés avec évacuation de la terre.

Nous avons reçu les offres suivantes :

Entreprises	Curage m/l HT	Arasement m/l HT	Tracto-Pelle HT	Camion HT	Pelle à
Le Michel Paimpol	0,85 €	0,85 €	45 €/h	51 €/h	Pneu:68€/h Chenille:65€/h
Le Bezvoet Loguivy	0,96 €	0,66 €	39 €/h	53 €/h	
Séguillon Paimpol	N'a pas répondu				
TP 22 Plouézec	N'a pas le matériel adéquat				

Les offres de prix de M. Le Michel et de M. Le Bezvoet sont identiques à celles de 2009. Seuls les tarifs des locations horaires du camion et du tracto-pelle de M. Le Bezvoet ont baissés par rapport à 2009.

Sachant que l'arasement représente environ le tiers des travaux, suivant l'avis de la commission des travaux et après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, retient l'offre de l'entreprise Le Michel de Paimpol.

4 - Atesat

Objet : Mission d'Assistance Technique fournie par l'Etat pour des raisons de Solidarité et d'Aménagement du Territoire (A.T.E.S.A.T.) de la Direction Départementale de l'Équipement et de l'Agriculture des Côtes d'Armor, devenant Direction Départementale du Territoire et de la Mer à compter de janvier 2010.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République, modifiée dans son article 7-1 par la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001;

VU le décret n° 2002-1209 du 27 septembre 2002, relatif à l'assistance technique fournie par les services de l'Etat au bénéfice des communes et de leurs groupements;

VU l'arrêté du 27 décembre 2002 relatif à la rémunération de l'assistance technique fournie par l'Etat aux communes et à leurs groupements au titre de la solidarité et de l'aménagement du territoire détermine les modalités de la rémunération de ce service;

VU l'arrêté préfectoral en date du 2 septembre 2009 fixant la liste des communes éligibles;

SOLLICITE la mission d'A.T.E.S.A.T. de la Direction Départementale de l'Équipement et de l'Agriculture (Direction Départementale du Territoire et de la Mer à compter de janvier 2010) des Côtes d'Armor

Les caractéristiques de la mission sont définies dans le projet de convention présenté par le maire au Conseil Municipal.

AUTORISE le représentant légal à signer la convention ATESAT et à prendre toute décision concernant l'exécution ou le règlement de la présente mission dans la limite des crédits inscrits au budget.

Le conseil municipal sera informé des décisions prises.

5 – Assainissement à Penhoat

Monsieur le Maire informe le conseil municipal du dossier « études préliminaires » établi par A&T Ouest de Lannion, pour la réalisation de la 8^{ème} tranche d'assainissement dans le village de Penhoat. L'évaluation des dépenses à engager s'élève à 952.000,00 euros H.T., soit 1.138.592,00 euros TTC.

Le Conseil Municipal après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- 1 - Adopte le dossier « études préliminaires » pour la réalisation de la 8^{ème} tranche d'assainissement collectif, dans le village de Penhoat, d'un montant de 952.000,00 euros H.T., soit 1.138.592,00 euros TTC.**
- 2 - Demande à Monsieur le Président du Conseil Général (D.A.E.) d'examiner la demande de la commune de PLOURIVO pour la réalisation de la 8^{ème} tranche d'assainissement, d'un montant de 952.000,00 euros H.T.**
- 3 - Sollicite l'aide financière de l'Agence de l'Eau pour la réalisation de ce projet.**

6 – La poste

Le Maire rappelle qu'au cours de l'année 2008, « La Poste » décide unilatéralement de diminuer les heures d'ouverture du bureau de Plourivo.

Le 8 septembre 2008, le conseil municipal refuse cette décision, en précisant que « la diminution de l'offre de service aboutira naturellement à une diminution de la demande » et « à terme au risque de fermeture du bureau ».

Il est précisé, de plus, que les heures d'ouverture du bureau ne sont pas adaptées à celle du départ du courrier. Ouverture du bureau à 14 h. Départ du courrier à 15h30. Ceci entraîne un encombrement du guichet en début d'après-midi.

Arguments à prendre en compte pour le maintien du bureau de Poste :

- La population municipale, aujourd'hui de 2.200 habitants, croît régulièrement de 1,5% par an, depuis 20 ans, avec une population relativement jeune. Ceci devrait se poursuivre
- Le siège de la communauté de Communes Paimpol Goëlo y est installé depuis 1997 et le nombre d'agents y travaillant est en augmentation constante (récemment création du service de l'Eau Potable).
- Les services et les commerces de proximité sont solidaires entre eux. (Médecin, Kinésithérapeute, Coiffeurs, Pharmacie, Boulangerie, Epicerie, Bars.)
- Deux cents enfants sont scolarisés en primaire dans les écoles communales.
- Le tissu associatif est dense. Une quinzaine d'associations locales.
- En 2000, la commune a réalisé des travaux dans le bureau de Poste.
- Le récent aménagement du bourg doit favoriser le développement de la commune. Une nouvelle phase de travaux, actuellement à l'étude, va être réalisée. Cela doit entraîner la création de services adaptés y compris postal et bancaire.

Le conseil municipal, à l'unanimité :

- **Demande le maintien d'un bureau de Poste à part entière.**
- **Demande la modification des horaires actuels :**
Ouverture : le matin de 8h30 à 12h30 et le samedi de 9h00 à 12h00.
- **Refuse la création d'une Agence Postale, laquelle assure moins de services et un coût supplémentaire pour le contribuable.**
- **Demande aux usagers de se mobiliser pour assurer la défense du bureau de Poste.**
- **Souhaite que ce problème, concernant plusieurs communes de la CCPG, soit étudié au niveau communautaire.**

7 – Vente d'une portion de chemin communal dit de « chemin de l'Etang de Canon »

Sur un délaissé du chemin rural dit « Chemin de l'Etang de Canon », il y a plusieurs décennies, a été construite une petite véranda par la famille de M. et Mme Michel BONNIORD. Aujourd'hui, afin de permettre la vente de la propriété, il est nécessaire de régulariser cette situation.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, décide de céder, aux Consorts BONNIORD ou ayants droit, ou ayants cause, ou éventuellement à Mademoiselle Rachel CAUVIN une emprise, d'une superficie de 162 m², sur le chemin rural dit de l'Etang de Canon, au prix de 5€ le m².

Il autorise le maire à signer les actes relatifs à cette vente.

Les frais de géomètre pour le bornage et de notaire pour la rédaction des actes seront à la charge des acquéreurs.

8 - Questions diverses

Le maire informe le conseil municipal que suite à la motion, concernant la desserte en ADSL à Lancerf, adoptée par le conseil le 14 décembre dernier, il a reçu de M. Claudy LEBRETON, Président du Conseil Général 22, une réponse favorable. Celui-ci déclare que Lancerf sera desservi par le processus NRA-ZO et que l'accès à l'ADSL sera effectif vers l'automne 2010.

Le Maire

Le Secrétaire

Les Conseillers